

LA NATURE DANS NOTRE CULTURE

République Française

Département : Haute-Garonne Commune : Grenade/Gne

Numéro de dossier :220/2023

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

ROUTE DE TOULOUSE

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de maintenance avec un camion nacelle du radar pédagogique EP 2989 – situé sur la RD2 (route de Toulouse) en agglomération – à la demande de M. AMIGONI pour l'entreprise EQUANS INEO INFRACOM entre le 3 et le 5 juillet 2023, pour une durée d'une heure entre 9h et 16h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur : Entre le 3 et le 5 juillet 2023 (sur une durée d'une heure) entre 9h et 16h.

Article 1:

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par l'entreprise EQUANS INEO INFRACOM la circulation des véhicules au niveau du radar pédagogique, *route de Toulouse – RD2- sera* réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2:

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.



LA NATURE DANS NOTRE CULTURE

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, <u>l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file</u>, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3:

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4:

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5:

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 27/06/2023

Le Maire,

Jean Paul DELMAS



LA NATURE DANS NOTRE CULTURE

Plan en annexe.

Diffusion:

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus dési



gnée.